

VAR

Numéro de l'assuré : 1 02 02 51 230 289 48

Nom de l'assuré :

WILLAEY DYLAN

Pour mes démarches, j'utilise mon compte ameli.

Avec l'appli sur mon smartphone c'est très simple !

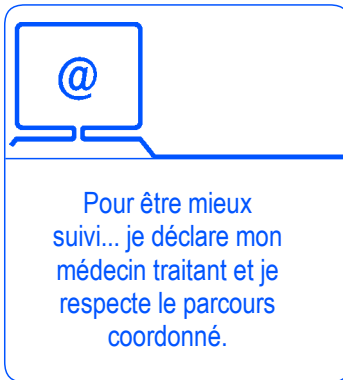
3646 Service gratuit
+ prix appel

CPAM DU VAR
83082 TOULON CEDEX

M. WILLAEY DYLAN
671 CHE DE CAFON 1
83720 TRANS EN PROVENCE

mon
parcours
d'assuré

Le 21/07/2022



> MON ATTESTATION DE DROITS A L'ASSURANCE MALADIE

Cher monsieur WILLAEY,

Vous êtes affilié à un régime d'assurance maladie pour la protection de votre santé.

Pour faire valoir vos droits, vous trouverez ci-joint une attestation à présenter aux professionnels de santé (médecins, pharmacies, etc.) si vous ne disposez pas de la carte Vitale.

En cas de changement d'activité, de déménagement, de mariage ou de naissance, pensez à informer rapidement votre organisme d'assurance maladie et à mettre à jour votre carte Vitale. Vos droits seront ainsi actualisés.

Avec toute mon attention,

vos correspondant de l'Assurance Maladie

0641v1.59



La mise à jour de ma carte Vitale, c'est maintenant !

Des bornes de mise à jour sont à ma disposition dans toutes les caisses d'assurance maladie, les pharmacies et dans certains établissements de santé.



Votre attestation de droits à l'assurance maladie à présenter aux professionnels de santé

VAR

Numéro de l'assuré : 1 02 02 51 230 289 48

Nom de l'assuré :

WILLAEY DYLAN

Attestation de droits à l'assurance maladie

Valable du 21/07/2022 au 20/07/2023 sous réserve de changement dans la situation de l'assuré

Organisme de rattachement sécurité sociale	Code gestion	N° de sécurité sociale de l'assuré (à utiliser pour tous les bénéficiaires ci-dessous)	Modulation du ticket modérateur
01 831 3401	10	1 02 02 51 230 289 48	
Bénéficiaires(s) nom de famille suivi d'un éventuel nom d'usage	N° de sécurité sociale du bénéficiaire (pour information)		Né(e) le / rang
WILLAEY DYLAN a déclaré un médecin traitant	1 02 02 51 230 289 48		14/02/2002 1

Toute attestation de droits antérieure est à détruire.

Conformément à la loi Informatique et Libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant auprès du directeur de votre Caisse.

La loi rend passible d'amende et/ou d'emprisonnement quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations (articles 441-1, et suivants du Code Pénal). En outre, la falsification ou l'établissement de faux documents, ainsi que l'utilisation de tels documents sont passibles d'une pénalité financière au titre des articles L.114-17-1 du Code de la Sécurité Sociale.